

Debout la France L'Europe de l'énergie ne peut se faire sans que les nations soient libres !



Jean-Philippe Tanguy

Le projet européen était une promesse pour les peuples européens de relever ensemble les défis technologiques, économiques et scientifiques que chaque nation ne pouvait affronter seule.

Hélas, le beau rêve d'une coopération européenne réitérant les succès d'Ariane ou d'Airbus s'est écrasé contre la bureaucratie européenne et l'idéologie impuissante des traités européens qu'elle applique avec zèle.

De retour au pouvoir, le général de Gaulle avait anticipé la nécessaire indépendance que les pays européens devaient acquérir face aux deux blocs qui seraient rapidement rejoints par la Chine. La France gaullienne savait aussi que l'Europe du Traité de Rome devait être au service des nations pour être efficace. Aussi, les projets de coopération devaient associer uniquement les États volontaires pour avancer vite et bien.

Ce modèle efficace et pragmatique a été broyé par l'Acte unique, le Traité de Maastricht puis de Lisbonne. D'une part, des règles absurdes ont érigé la concurrence comme un dogme ennemi de toute stratégie industrielle. D'autre part, la disparition du contrôle démocratique direct au profit de la technocratie a littéralement brisé toute capacité à porter de vrais projets.

À partir des années 1990 puis surtout 2000, l'Union européenne a cassé les monopoles publics de l'énergie même quand ils étaient performants. Le modèle français offrait avec EDF

une énergie propre, durable et peu chère aux Français. La Commission a démantelé l'opérateur historique tout en l'obligeant à vendre à ses concurrents sa propre énergie à prix coûtant. La mise en concurrence artificielle d'EDF a finalement fait monter les prix pour l'écrasante majorité des consommateurs. L'ensemble des marchés européens ont été déséquilibrés tant et si bien que la capacité des opérateurs à investir durablement dans des moyens solides de production électrique a été sérieusement affaiblie.

Loin de tirer les leçons de ses échecs, la Commission européenne impose la privatisation des concessions de barrage, des investissements publics financés par le contribuable et amortis depuis des décennies.

À Bruxelles, le zèle règlementaire contre-productif de la Commission européenne n'a eu d'égal que son incapacité à proposer des projets innovants pour l'énergie de demain. Qu'il s'agisse de l'hydrogène, du nucléaire de nouvelle génération, des panneaux solaires à haut rendement ou de toute autre innovation de rupture déployée à échelle industrielle, le bilan est nul! Pourtant, les pays européens savent que s'affranchir du pétrole et du gaz est une priorité compte tenu de l'énormité de la facture pour un continent largement dénué de ressources en hydrocarbures!

Pire, l'Union européenne a été incapable de protéger nos champions industriels nationaux. Alstom a été pillée par General Electric sans que la Commission n'intervienne. Face au

dumping massif de la Chine pour exporter ses panneaux solaires en Europe, la Commission a été tout autant impotente, réagissant trop peu et trop tard. Notre industrie a été ruinée par cette concurrence déloyale et nos dizaines de milliards de subventions publiques à l'installation de panneaux photovoltaïques ont enrichi les usines chinoises.

Enfin, l'Union européenne est incapable d'organiser la transition énergétique au-delà des pétitions de principe. D'un côté, la Commission européenne impose des objectifs injustes à la France alors que notre pays a déjà décarboné toute sa production électrique. De l'autre, elle est impuissante face à l'Allemagne qui annonce sortir du charbon seulement en 2038; soit 6 ans trop tard pour sauver le climat selon le GIEC lui-même. L'utilisation massive par nombre de pays européens de centrales électriques thermiques à charbon ou à lignite pose aussi de graves problèmes de santé publique. Selon Greenpeace, plus de 1500 Français meurent chaque année des suites de la pollution générée par les centrales à charbon de nos voisins européens.

Debout la France propose de renégocier totalement les traités européens pour remplacer l'Union européenne inefficace par une Europe des nations libres et des coopérations concrètes. La perspective de telles négociations a été rendue possible par l'émergence de forces souverainistes dans presque tous les pays européens. Ainsi, Nicolas Dupont-Aignan a présenté le 28 février 2019 à Paris la plus grande coalition de l'histoire du Parlement européen capable de porter un projet alternatif à la Commission de Bruxelles. 30 partis de 23 nationalités différentes se sont engagés sur un nouveau modèle européen.

Dans le modèle que nous proposons, les États récupéreront le contrôle de leurs lois, de leur budget et de leurs frontières. La Commission européenne sera remplacée par un simple secrétariat et des agences chargées de coordonner des projets concrets.

Chaque pays pourra conserver l'organisation du marché de l'électricité qu'il souhaite, y compris en reconstituant un champion national comme EDF. La privatisation des barrages, comme tout autre bien public, sera laissée au jugement des gouvernements élus par leur peuple.

Le droit européen absurde de la concurrence au sein du marché unique sera abrogé pour que le patriotisme économique et la coopération industrielle soient à nouveau possibles à l'échelle européenne, y compris quand elle est financée sur fonds publics comme le font les États-Unis ou la Chine.

Notre nouvelle Europe devra se concentrer sur la gestion de grands projets, en particulier l'énergie du futur. Notre capacité collective à relever la crise écologique et démographique du XXI^e siècle dépendra de notre capacité à créer de nouvelles ressources énergétiques propres, économes et durables. Alors que des milliards de personnes vont légitimement accéder à l'énergie, la sobriété ne suffira pas à répondre à la demande. Ainsi, seul le développement de nouvelles filières de production massive d'énergie comme le nucléaire de nouvelle génération et le stockage de l'énergie peuvent raisonnablement nous permettre un développement réellement durable.

L'Union européenne ne peut plus être ce trou noir politique qui non seulement est incapable de porter le moindre projet innovant de grande ampleur, mais brise la volonté collective de tous les États membres! En respectant les nations et en se concentrant uniquement sur des coopérations à la carte, notre nouvelle Europe laissera libre le génie des peuples de s'exprimer et de collaborer positivement pour relever les défis du siècle.

Jean-Philippe Tanguy (ancien ESSEC et Sciences Po Paris), après Hitachi au Japon, a rejoint le cabinet de Clara Gaymard, présidente de General Electric en France. Il refuse le pillage d'Alstom et devient directeur de cabinet de Nicolas Dupont-Aignan.